Le Sommet mondial de l’alimentation (SMA), **le premier** sommet tenu dans le monde pour résoudre le problème de la faim. Tenu à Rome en 1996, par lequel 182 gouvernements se sont engagés à «éradiquer la faim dans tous les pays, en réduisant de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim d’ici 2015 au plus tard». **Le second** porte sur le premier objectif du Millénaire pour le développement, établi en 2000 par les membres de l’ONU, dont l’une des cibles consiste à «réduire de moitié, d’ici 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim».

Nous voici vers la fin du 2015. L’état des lieux fait par la FAO sur les différentes régions ont montré qu’il y a eu beaucoup de progrès dans chaque région, sauf qu’on observe encore des disparités entre ces régions et particulièrement en Afrique de l’Ouest.

Le cas de l’Afrique de l’Ouest, montre que de 1990-2015, la faim a diminué, passant de 24,2% à 9,6% respectivement. Cependant, cette réduction ne montre pas vraiment les efforts effectués par chaque pays. Avec sa spécificité et ses réalités de chaque pays, il serait bien aussi de trouver des solutions adéquates afin de contribuer significativement à la réduction de la faim.

1. **Quelle gouvernance régionale effective et efficiente pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition en Afrique de l’Ouest?**

L’augmentation de la population et le changement climatique sont des facteurs aggravants la faim en Afrique. En plus de ces premiers facteurs s’ajoutent les guerres, la mondialisation et l’absence de contrôle public des multinationales ont également une grande part à jouer de la faim. Le phénomène d’accaparement des terres et de spoliation des autochtones par les grandes entreprises dans le but d’assurer la pérennité de leurs activités. Le soutien des multinationales par les gouvernements. Enfin, les agro-carburants représentent peut-être le défi majeur à relever, ceux-ci concurrençant de manière directe les cultures destinées à nourrir l’humanité

En matière de gouvernance régionale, les politiques agricoles de la CEDEAO, du PNUD, UEMOA, NEPAD et celles des politiques nationales résident certaines disfonctionnement qui ne permet pas aux individus de satisfaire leurs besoins alimentaires. Il s’agit surtout des problèmes lies a la mobilité des facteurs de production et de la production elle-même. Les producteurs rencontrent plusieurs barrières qui ne permettent pas de profiter de leurs efforts sur les marches régionaux. Il y a plusieurs barrières douanières entre les pays de même région (CDEAO, UEMOA) qui ne favorisent pas la libre circulation des biens alimentaires malgré les politiques de libre échange développé entre ces pays. Sur le terrain, ces politiques restent encore théoriques et non effectives.

Il faut une nécessaire et vitale convergence de ces politiques qui sont des références pour les acteurs étatiques et non étatiques que nous sommes.

En se basant sur la définition donnée par la FAO sur la faim, il serait approprié de :

* Evaluer la situation de la sécurité alimentaire dans chaque pays de la sous- région
* Identifier la population cible vulnérable a la faim dans chaque pays dans la sous-région.
* Assistance ciblée de la population vulnérable
* Des mesures incitatives doivent être prendre afin d’encourager les jeunes promoteurs à investir dans le secteur agricole surtout pour la production des cultures vivrieres au niveau national.
* Donner des recommandations politiques adéquates pour éradiquer la faim dans ces zones cibles.
1. **Quel rôle et quelle place pour les OSC/acteurs non étatiques (niveau de représentation et participation aux décisions) dans le dispositif institutionnel de mise en œuvre de l’ECOWAP et des politiques agricoles et de SAN en général tant au niveau national que régional?**
* Le rôle que peut jouer les OSC/ acteurs non étatiques serait de faire entendre leur voix au niveau national et gouvernemental afin d’apporter leur contribution à la réduction de la faim. Ceci, en tenant compte des dispositifs institutionnels mise en œuvre par l’ECOWAP et des politiques agricoles au niveau national et régional.
* Mobiliser les producteurs à investir plus dans la production des cultures vivrières.
* Encourager les petits producteurs à réduire les pratiques agricoles pouvant entrainer l’appauvrissement du sol.
* Les acteurs doivent aussi œuvrer de manière à améliorer la productivité agricole de la population vulnérable afin d’améliorer leur revenu agricole
* Création d’un centre d’assistance sociale sur le plan national et régional bien solide afin d’assister les personnes vulnérable a la faim
1. **Quelle plateforme multi-acteurs et multi-secteurs pour faciliter le dialogue et les négociations sur les politiques, programmes et investissements, la recevabilité, etc. ?**

Pour faciliter le dialogue entre les acteurs et les négociations sur les politiques, programmes et investissement etc..., il serait acceptable de créer un environnement favorable à tous les acteurs du secteur afin que chacun apporte ses idées et partager ses expériences pour le développement du domaine.

Conscient du problème de la faim qui règne dans la sous-région, les acteurs et les partenaires de la sous-région pourront décider d’œuvrer ensemble pour mener à bien une démarche globale et collective de développement de l’information, de la formation pour accompagner les personnes touchées par la sous-alimentation afin d’éradiquer ce phénomène et assurer une vie meilleure a tous dans la sous-région.

Encore du chemin à parcourir pour en venir à bout de la faim dans le monde et particulièrement en Afrique de l’Ouest. Toutefois, il y a de l’espoir, car, de nombreux débats et de propositions de solutions se définissent et permettront de converger vers l’objectif final.